



## Nouveau site CELSIG

Nous avons le plaisir de vous informer que le site web du CELSIG [www.celsig.org](http://www.celsig.org) a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 271 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale.

Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

## SIG : la responsabilité de l'UE

La Commission européenne vient de publier deux textes importants qui relèvent des services d'intérêt général (voir bulletin 271) mais sans y faire référence. Pourtant, dans son Livre blanc de 2004 (COM(2004) 374) elle définit ce que sont les SIG : "les services marchands et non marchands que les autorités publiques considèrent comme étant d'intérêt général et soumettent à des obligations spécifiques de service public".

L'Union européenne est une "autorité publique", dont le traité de Lisbonne définit précisément les compétences (exclusives, partagées, d'appui) en inter-relation avec les Etats membres et leurs collectivités territoriales.

Dès lors, l'Union européenne doit clairement se poser la question de quels services peuvent et doivent être considérés comme d'"intérêt général" au niveau européen et à quelles "obligations de service public" ils doivent être soumis pour la mise en œuvre effective de ses compétences ; donc de quels services européens d'intérêt général l'UE a besoin.

Implicitement, c'est ce que font les institutions européennes lorsqu'elles mettent en place des administrations européennes, lorsqu'elles créent des agences de sécurité alimentaire, maritime, ferroviaire, etc., ou, maintenant, lorsqu'elles définissent un "réseau ferroviaire européen de fret compétitif" ou les conditions pour "garantir à tous les citoyens européens l'accès au haut débit d'ici 2013 et au haut débit rapide et ultra rapide d'ici 2020" (cf. bulletin 271).

Pourtant, la Commission européenne se refuse à qualifier ces initiatives de "service européen d'intérêt général", comme s'il s'agissait là d'une maladie honteuse. Or, le traité de Lisbonne, qui donne à l'Union européenne de nouvelles responsabilités en matière de SIG, doit être pleinement mis en œuvre par les institutions européennes et il est de la responsabilité de la Commission de l'initier. La Commission doit sortir de ses dogmatismes pour renouer le lien avec les peuples européens et créer la dynamique dont l'UE a besoin.

Non seulement elle doit reconnaître comme tels les SIG européens lorsqu'ils existent ou sont proposés, mais également les placer au cœur de la Stratégie UE 2020, d'un "marché intérieur" répondant pleinement aux besoins et aux attentes des citoyens.

P. Bauby, J-C. Boual, K. Varin

## A new site for CELSIG

We are pleased to inform you that the website for the CELSIG, [www.celsig.org](http://www.celsig.org) has undergone dramatic renovation. It now includes an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 271 published issues of the News Europe bulletin, offering two approaches sectoral and transversal.

This unique tool puts at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.

## SIG: the responsibility of the EU

The European Commission has published two important documents concerning services of general interest (see Bulletin 271), but without making any reference to them. Yet, in its 2004 White Paper (COM (2004) 374) the Commission defines what SGI are "market and non-market services which public authorities consider as being of general interest and which they subject to specific obligations of public service".

The European Union is a "public authority", for which the Lisbon Treaty clearly defines the competences (exclusive, shared or supporting) in inter-relationship with Member States and their local authorities.

Therefore, the European Union must clearly raise the question of which services can and should be considered as of "general interest" at the European level and which "public service obligations" must they be subjected to for the actual implementation of its competences; therefore, which services of general interest does the European Union need.

Yet, this is what all European institutions tacitly do when they set up some European administrations, when they establish different agencies for food safety, maritime, rail etc.. or, as is the case at present, when they define a "competitive European rail network for freight" or lay down conditions to "ensure that all citizens have access to broadband by 2013 and to fast and ultra fast broadband by 2020" (see Bulletin 271).

Nevertheless, the European Commission declines to identify them as initiatives for "European service of general interest", as if it were a disgraceful disease. Yet, the Treaty of Lisbon which confers new responsibilities to the EU with regards to SGI, should be fully implemented by the European institutions and, it is the responsibility of the Commission to initiate it. The Commission should come out of its dogma in order to renew links with European citizens and thus create the momentum which the EU needs.

Not only should it recognize European SGI as existing on their own right when they do exist or when proposed, but also place them at the heart of the EU 2020 Strategy and of an "internal market" which fully meet the needs and expectations of the citizens.

P. Bauby, J.-C. Boual, K. Varin

## Intergroupe services publics

La réunion du 6 octobre 2010 était consacrée aux questions des appels d'offres, des concessions, des PPP, du *in house* en matière de services d'intérêt général. Les intervenants ont largement estimé qu'une législation au niveau européen sur les concessions ne ferait que réduire la liberté de choix des autorités publiques, en particulier les collectivités locales. Selon eux, les pratiques nationales ont la transparence nécessaire et la souplesse utile pour répondre aux besoins au niveau territorial le plus adapté. En matière de PPP, la question de la valeur ajoutée de la réglementation et celle de leur évaluation ont été discutées.

Pour sa part, le CELSIG estime qu'il faudrait s'interroger pour savoir si l'absence de législation européenne sur les concessions n'entraînera pas un grignotage progressif des divers régimes existant en l'Europe à travers les recours qui seront portés devant la Cour de justice de l'Union européenne.

La prochaine réunion de l'intergroupe, le 10 novembre, se fera en commun avec l'intergroupe économie sociale, elle tirera un bilan du Troisième Forum SSI des 26/27 octobre 2010.

---

## Consultation publique

**Accès à un compte bancaire de base** : La DG marché intérieur et services consulte jusqu'au 17 novembre 2010

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/consultations/2010/payment\\_account\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2010/payment_account_en.htm)

---

## Cour de justice

**Abus de position dominante** : La Cour a confirmé, dans un arrêt C-280/08 du 14 octobre 2010, la décision de mai 2003 de la Commission européenne d'infliger une amende de 12,6 millions d'euros à Deutsche Telekom (DT) pour abus de position dominante. Depuis 1988, DT facturait à ses concurrents des prix pour l'accès direct de son réseau de téléphonie fixe supérieurs aux prix de détail facturés à ses propres abonnés, et ceux-ci facturaient ainsi à leurs abonnés des prix supérieurs à ceux de DT. En avril 2008, le Tribunal de première instance avait déjà rejeté la demande de DT de casser cette décision.

La Cour a estimé, notamment, que la pratique de compression des marges était imputable à DT et non pas aux autorités réglementaires, qu'une telle pratique relève de l'abus de position dominante interdit par le droit communautaire, que la méthode utilisée par la Commission consistant à vérifier si les pratiques tarifaires risquaient d'évincer un concurrent du marché et non la situation spécifique des concurrents est conforme au principe de sécurité juridique.

**Monopole public, jeux de hasard** : Dans un arrêt (C-409/06 et 7 affaires jointes) du 8 septembre 2010, la Cour dit que les Etats membres peuvent instituer des monopoles publics dans le cadre de l'organisation des paris sportifs et des loteries dès lors qu'il s'agit de lutter contre les dangers liés aux jeux de hasard. Toutefois, cette limitation doit être cohérente et systématique. Ce qui n'est pas le cas dans les affaires en cause, situées en Allemagne, où, notamment, les monopoles publics se livrent à des campagnes publicitaires intensives et où les autorités publiques mènent ou tolèrent des politiques visant à encourager la participation à certains jeux. La réglementation nationale, contraire aux libertés fondamentales de l'Union, ne peut continuer à s'appliquer pendant le temps nécessaire à sa mise en conformité avec le droit de l'Union.

La Cour rappelle que, par ailleurs, les Etats membres ne sont pas tenus de reconnaître les autorisations délivrées par d'autres Etats membres dans ce domaine et peuvent également interdire l'offre de jeux de hasard par Internet

## Public Services Intergroup

The meeting held on October 6, 2010 was devoted to matters regarding calls for tender, concessions, PPP's and in-house for services of general interest. It was widely felt by participants that a European level legislation on concessions would simply reduce the freedom of choice that public authorities have, especially the local communities. According to them, national practices have the necessary transparency and flexibility to help address needs at the territorial level in the most suitable way. Concerning the PPP, the questions of the added value of the regulation and that of their evaluation were discussed.

For its part, CELSIG deemed that it would be necessary to consider whether the lack of a European legislation on concessions will not lead to a gradual erosion of the various existing schemes across Europe through appeals which will be brought before the Court of Justice of the European Union.

The next Intergroup meeting, slated for November 10, will be jointly held with the social economy intergroup, it will draw an assessment of the Third Forum on SSI of 26/27 October 2010.

---

## Public consultation

**Access to a basic bank account**: The DG Internal Market and Services is running a consultation until November 17, 2010

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/consultations/2010/payment\\_account\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2010/payment_account_en.htm)

---

## Court of Justice

**Abuse of dominant position**: In a decision C-280/08 of 14<sup>th</sup> October 2010, the Court confirmed the May 2003 decision by the European Commission to impose a 12.6 million euros fine on Deutsche Telekom (DT) for abuse of its dominant position. Since 1988, DT had been charging competitors fixed telephony network access prices higher than the retail prices which its own end-users were charged thus, competitors charged their end-users higher prices than those which D. T. charged its own end-users. In April 2008 the Court of First Instance had already dismissed DT's appeal for the annulment of this decision.

In particular, the Court held that the practice of margin squeeze was attributable to DT and not to regulatory authorities, such practice is the abuse of dominant position prohibited by Community law and that, the method employed by the Commission which consisted in checking whether the pricing practices were likely to exclude a competitor from the market and not the specific situation of competitors, is consistent with the principle of legal certainty.

**Public monopoly, bets on sporting competition**: In a decision (joint cases C-409/06 and 7) of 8<sup>th</sup> September 2010, the Court held that Member States may establish a public monopoly in the organization of bets on sporting competition when, in so doing the states contribute in fighting against the dangers of gambling. However, this limitation must remain consistent and systematic. This is not the case in the present two cases, which were raised in Germany where, in particular, public monopolies engage in launching intensive advertising campaigns and where public authorities carry out or tolerate policies that are aimed at encouraging participation in certain games. A National regulation which goes contrary to the fundamental freedoms of the Union cannot continue to apply during the transition period necessary for compliance with the EU law.

The Court recalled, in addition, that Member States are not obliged to recognize licenses issued by other Member States in this area and may also prohibit the provision of gambling games through the Internet.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. Distributed by E-mail exclusively. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.